

## Recherches sociographiques



Geneviève CAREL, William J. COFFEY et Mario POLÈSE,  
*L'impact de la migration sur le développement régional : deux courants de pensée*

Clermont Dugas

Volume 31, numéro 2, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056531ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056531ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dugas, C. (1990). Compte rendu de [Geneviève CAREL, William J. COFFEY et Mario POLÈSE, *L'impact de la migration sur le développement régional : deux courants de pensée*]. *Recherches sociographiques*, 31(2), 282-284.  
<https://doi.org/10.7202/056531ar>

français. Après avoir fouetté à grands renforts de moulins ce cheval mort, il conclut par une thèse qui tient tout entière dans son titre et qui n'apporte aucune lumière nouvelle sur ce qu'on sait déjà de la complicité entre l'État et l'entreprise dans les sociétés postindustrielles.

Robert POUPART

*Département des sciences administratives,  
Université du Québec à Montréal.*

---

Geneviève CAREL, William J. COFFEY et Mario POLÈSE, *L'impact de la migration sur le développement régional: deux courants de pensée*, Montréal, Institut national de recherche scientifique (I.N.R.S.) – Urbanisation, 1989, xii+62 p. (Collection «Études et documents», 60.)

Cette courte étude, comme l'indiquent eux-mêmes les auteurs, est plus une réflexion à propos du rôle des migrations, dans la perspective néo-classique, sur le développement régional et particulièrement sur l'évolution des disparités économiques qu'une analyse empirique des conséquences réelles de ces migrations. Le travail se divise en quatre chapitres d'ampleur inégale et débouche sur un ensemble de conclusions qui, à défaut d'apporter des réponses définitives, mettent en relief les difficultés à prévoir les effets des migrations. La question des migrations en regard des disparités est abordée selon deux courants de pensée différents mais néanmoins complémentaires, identifiés comme l'approche néo-classique et celle du développement local.

Le premier chapitre, sans doute le plus élaboré, situe le rôle et les conséquences des migrations dans le modèle néo-classique selon lequel les déplacements de la population contribuent à long terme à l'équilibre de l'économie entre les régions et par le fait même à la réduction des disparités. En faisant référence à la littérature économique particulièrement de source canadienne, les auteurs présentent les hypothèses de base du modèle, puis s'attardent sur quelques facteurs propres à expliquer la persistance des disparités au Canada, contrairement aux résultats attendus. Ils s'arrêtent successivement sur certains déterminants de la migration, sur des phénomènes d'ajustement des économies régionales et sur les effets de déséquilibre qui concourent au maintien ou à l'élargissement des disparités. Cette analyse, qui a le mérite de présenter de façon cohérente et conforme aux commentaires et aux conclusions de plusieurs analystes les principales articulations de la théorie économique sur la migration et les disparités, n'apporte toutefois qu'un éclairage partiel à une question fort complexe. Une vision exclusivement économique des problèmes en cause, liée à la nature des modèles considérés, contribue à oublier de nombreux aspects de la migration et d'importants facteurs de disparité.

Le chapitre suivant se consacre à l'étude des migrations et des disparités selon l'approche du développement local. Le déplacement des personnes constitue un transfert de potentiel de croissance capable d'affecter à long terme les régions touchées et d'entraîner un élargissement des disparités. Cette vision, qui, aux dires des auteurs, ne constitue pas un courant de pensée bien établi, s'inspire du modèle néo-classique. La définition de

développement local qu'on y donne ne fera sûrement pas l'unanimité chez les analystes des sciences sociales, étant à certains égards trop extensive et à d'autres trop limitative. Les problèmes ne proviennent pas du mot *développement*, mais de l'adjectif *local*. Sur le plan spatial, on considère comme *locale* une entité territoriale imprécise et non définie, synonyme de région, mais de taille équivalente à la province. Or, en plus de cette première ambiguïté, l'épithète se voit attribuer une connotation particulière de développement :

Le terme "local" peut désigner tout événement, action ou processus dont les assises se trouvent principalement dans la région, par opposition à un processus (de développement) dont l'impulsion principale viendrait de l'extérieur de la région. (P. 18.)

Comme la population locale (régionale ou provinciale) constitue le principal facteur de développement, son déplacement géographique affectera donc l'évolution des disparités régionales. Ces migrations entraînent des effets de développement plutôt que ceux d'ajustement considérés dans l'approche néo-classique. Toutefois, elles doivent être sélectives, c'est-à-dire qu'elles doivent toucher certains groupes particuliers, comme les jeunes et les personnes les plus instruites, pour provoquer des effets différenciés. Dans le cas présent, on doit prendre en considération la population migrante non selon son volume, mais selon ses traits.

Bien qu'elle souligne le rôle des caractéristiques internes de la population, notamment celui des connaissances accumulées et de l'esprit d'entreprise, cette approche comporte néanmoins d'importantes lacunes. Le degré d'indétermination relié à l'échelle spatiale est tel qu'il crée une confusion entre les deux approches. Étant donné qu'elles peuvent toutes deux s'appliquer aux provinces canadiennes, leur véritable distinction réside avant tout dans la définition du concept de développement local. Mais, parce qu'il ne tient pas véritablement compte de la base étroite de la municipalité ou de la localité et qu'il ne s'intéresse qu'aux effets lointains de la population sur l'expansion, cette notion néglige l'environnement physique, socio-économique, politique et réglementaire, si déterminant sur le développement local et les migrations qui y sont associées. Cette forme d'essor ne ressemble que par le nom au développement local amorcé à l'extérieur des grandes agglomérations urbaines, et surtout en milieu rural, par les forces endogènes qui, appuyées par les gouvernements supérieurs, visent entre autres à bloquer des mouvements d'émigration, à consolider le tissu de peuplement et à améliorer à court terme la situation économique.

Le troisième chapitre intitulé « Quelques analyses exploratoires: les services à la production », puisqu'il ne fait pas l'examen de courants migratoires, mais des aspects de l'économie où la migration peut hypothétiquement intervenir, n'a qu'une relation indirecte avec l'objet premier du document. Deux courtes études sur les économies d'agglomération et le capital humain dans les services à la production, concernant quatre-vingt-quatre agglomérations urbaines du Canada, fournissent une information fort instructive relativement à la proportion de diplômés universitaires dans certaines activités par catégorie d'agglomération, mais ne permettent pas de vérifier aucune hypothèse reliée à l'une ou l'autre approche. Cela tient d'abord à la méthodologie utilisée et sans doute au fait que tel n'était pas l'objectif premier des auteurs.

Le dernier chapitre offre une réflexion d'à peine trois pages sur l'esprit d'entreprise et le progrès technologique, deux composantes essentielles de l'approche du développement local. Malgré l'importance incontestable de ces paramètres, et ce, quelle que soit l'approche, les auteurs concluent qu'il s'agit de facteurs difficiles à mesurer et à intégrer dans des modèles « prédictifs ».

De leur démarche exploratoire, se dégagent trois affirmations :

- à long terme, incidence économique incertaine des mouvements migratoires ;
- arbitrage difficile entre les objectifs de la mobilité et de l'efficacité, et ceux du développement lointain ;
- nécessité d'agir à la fois sur l'offre et la demande dans toute politique efficace de développement régional.

Plus le fruit de réflexions que de démonstrations rigoureuses, ces conclusions sont dans l'ensemble largement partagées par les analystes du développement régional. La première mériterait cependant plus de nuances étant donnée l'analyse très préliminaire qu'on fait des mouvements migratoires. Le peu d'attention accordée à la structure spatiale avec ses effets de blocage et d'accélération et ses éléments de différenciation, ainsi qu'à l'exode rural, à la « périurbanisation » et aux régions de départ des migrants, empêche de scruter d'importantes causes de disparités qui sont loin de dépendre exclusivement des facteurs économiques de production. De plus, s'il est effectivement difficile d'évaluer l'effet des migrants dans les agglomérations urbaines, il est par contre plus facile d'apprécier les conséquences d'une émigration soutenue dans les petites communautés et sur de vastes portions des espaces à population dispersée.

Migrations et disparités régionales soulèvent des questions complexes auxquelles il est impossible de fournir des réponses définitives dans un document d'une soixantaine de pages. Par contre, les auteurs présentent une formulation précise et bien structurée des problèmes économiques en cause, ce qui ne peut que contribuer à en fournir une meilleure appréciation, quel que soit le champ disciplinaire du lecteur. L'ouvrage met aussi en évidence l'immense travail d'élucidation et d'analyse qui reste à faire pour en arriver à des conclusions plus précises sur le sujet.

Clermont DUGAS

*Département de géographie,  
Université de Québec à Rimouski.*

---

Yves BELANGER et Laurent LEPAGE (dirs), *L'administration publique québécoise : évolutions sectorielles, 1960-1985*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, 226 p. (« Études d'économie politique ».)

Le recueil juxtapose neuf articles qui se veulent modestement, selon Jacques LÉVEILLÉE, rédacteur de l'introduction, « des synthèses monographiques sur quelques-uns des principaux secteurs d'intervention de l'appareil étatique québécois depuis le début des années soixante ».

Les neuf auteurs sont tous professeurs à l'Université du Québec à Montréal. Mais même si cette publication arrive après plusieurs autres travaux d'ensemble effectués, dans d'autres